L'OLUCOME dénonce l'impunité généralisée des crimes économiques au Burundi

@rib News, 25/10/2017 « Les politiciens burundais plus particulièrement les dirigeants actuels devraient pousser leurs réflexions au-delà d'eux-mêmes afin d'apaiser leur fringale exagérée d'argent et du pouvoir qui empêche toute initiative saine qui ne met pas en premier lieu leurs propres intérêts. » Le Burundi vient d'être examiné en 2017 par des experts des Nations Unies sur la mise en application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ratifiée par le Burundi le 18 janvier 2005.

Le premier examen du Burundi par des experts des Nations Unies a eu lieu en avril 2011 et a été sanctionné par un rapport contenant des recommandations que le Gouvernement du Burundi devait avoir mis en œuvre à cette date mais en vain. Ces recommandations sont entre autres l'adoption par le parlement d'une loi organique qui organise le fonctionnement de la Haute Cour de Justice tel que prévu en l'article 236 de la Constitution du Burundi, la réalisation des réformes saines sur la protection des témoins et des personnes qui communiquent des informations, les immunités et privilèges de juridiction, le blanchiment des avoirs, l'enrichissement illicite, et en rapport avec cette infraction, le système de déclaration des biens tel que prévu par la convention des Nations Unies contre la corruption aux articles 20 et 23, la constitution du Burundi aux articles 94 et 146 ainsi que sur la coopération internationale en matière pénale (extradition, entraide judiciaire, coopération entre les services de protection et de répression). Lire la suite et l'intégralité du Communiqué

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});